



Socialist International

President
Willy Brandt
General Secretary
Luis Ayala

Maritime House, Old Town, Clapham, London SW4 OJW, England. Telephone 627 4449
Telex 261735 SISEC G Telefax 720 4448/498 1293 Cables INTESOCN LONDON SW4

Discours de

PIERRE MAUROY

Vice-Président de l'Internationale Socialiste
Premier Secrétaire du PS, France

Réunion du Conseil de l'IS, les 22-23 mai, 1990

Discours de Pierre MAUROY

Cher Willy Brandt, Président de l'Internationale socialiste,
Chers camarades et amis,

La tenue d'un Conseil de l'Internationale socialiste ici, au Caire, est naturellement un symbole. Non seulement parce qu'elle marque avec éclat l'élargissement de notre organisation aux forces progressistes du monde arabe, mais aussi parce que l'internationalisme - la plus belle expression de notre volonté socialiste - trouve sa pleine signification là où précisément les problèmes restent les plus difficiles. L'occasion est d'ailleurs significative de pouvoir saluer très chaleureusement le Ministre d'Etat Boutros Ghali comme vice-président de l'Internationale.

Les mots prononcés dans cette enceinte par le Président Moubarak, et par les orateurs qui m'ont précédé, témoignent des complexités d'une situation qui est avant tout le drame humain, personnel et collectif de millions d'hommes dans cette région.

Certes, on ne peut tout résumer à la seule volonté de dialogue. Mais, en constatant qu'elle est ici réalisée, je veux exprimer le souhait de voir ce dialogue favoriser de nouvelles conditions pour la paix.

Les symboles n'ont en effet de portée que par l'élan qu'ils autorisent.

Le contexte international actuel peut effectivement conduire à cet espoir.

A condition de ne pas céder à une lecture trop hâtive sinon trop optimiste de l'Histoire. La confrontation Est-Ouest a cédé la place à une volonté de construction mutuelle d'un monde de paix. Et nous savons ce que cette orientation doit aux options personnelles de Mikhael Gorbatchev. Nous mesurons ses difficultés. Nous souhaitons aussi que les blocages en soient surmontés. Chaque étape devant comporter sa signification propre, comme le prochain sommet de Washington le fera sans doute, malgré d'évidentes difficultés.

Une architecture nouvelle de l'Europe s'édifie. Cette oeuvre, pour être durable, doit exclure la hâte. Les sociaux-démocrates, malgré les difficultés électorales provisoires que rencontrent nos partis frères à l'Est, y occuperont une place déterminante. Quand il s'agit dans le même temps de construire une zone de sécurité, une société de liberté et de responsabilité, et un espace économique fort et équilibré, nous savons que tout ne peut pas se cristalliser en quelques jours ou quelques années.

Cette mutation est lourde de risques. Des extrémismes dans les Etats européens font de plus en plus ouvertement référence aux idéologies de cauchemar de jadis. En France, la profanation des tombes du cimetière juif de Carpentras montre que certains n'ont rien compris, rien appris. Ceux-là doivent être combattus, condamnés et châtiés.

Risques d'autant plus graves que nous devons avoir la lucidité de reconnaître que le retour à la croissance ne comporte pas en soi de progrès de la justice sociale. Comment ici, en Egypte, ne pas souligner l'inacceptable écart de développement entre des nations pourtant voisines. Nous mesurons la portée des efforts accomplis ici. Nous mesurons aussi l'ampleur des problèmes à résoudre : urbains, démographiques, économiques. Il serait grand temps de réfléchir à cette organisation future du monde méditerranéen, traduite dans une coopération mieux organisée entre l'Europe élargie et les nations riveraines de la Méditerranée. Il n'y a pas d'autre réponse au problème de la pression démographique, et en définitive de l'immigration.

Faute de quoi nous laisserions un formidable enjeu politique à ces intégrismes religieux dont on sait, ici en particulier, quelles menaces ils peuvent porter.

Des progrès sensibles ont certes été réalisés, notamment récemment dans le cadre du FMI. Mais au prix de sacrifices qui sont à la limite de l'insoutenable. Et de plus, la question de l'endettement est lourde de risques pour le fonctionnement de l'ensemble du système financier international. La régulation continue à peser lourdement. Trop d'Etats de par le monde n'ont d'autre perspective pour des dizaines d'années qu'une charge de la dette rongeant une part croissante de la valeur ajoutée. Il faut agir, sans tarder, comme nous l'avons souvent dit, pour la réduction et l'extinction de la dette du Tiers Monde. C'est le rôle de l'Internationale. Il me semble que cela méritait d'être dit et répété. Et d'être dit ici, au Caire. François Mitterrand a d'ailleurs fait la proposition d'un nouveau dialogue Nord-Sud. L'Internationale doit jouer son rôle dans la mise en oeuvre de cette rencontre

Bien sûr, l'essentiel de nos réflexions ira aux conditions de la paix dans cette région. Et sans doute est-il plus facile, en abordant cette question, de faire état de craintes plutôt que de solutions.

Craintes dans ce Liban déchiré, qu'une partie significative de la population choisissant l'exil définitif, les chances d'une reconstruction démocratique ne s'en trouvent amoindries. Il n'existe pourtant pas d'autre solution que d'affirmer le droit des libanais à disposer d'un Etat uni, indépendant, souverain et libre de toute présence armée non libanaise. Il n'existe pas d'autre solution que de faire taire les armes, comme les

accords de Taëf en avaient un moment donné l'espoir. Ces mille morts depuis le début de l'année dans la guerre entre chrétiens soulignent la tragique épreuve qu'endure le Liban. La France qui n'a pas mesuré son effort pour l'aide humanitaire n'en est que mieux placée pour demander aux parties en cause de nouveaux efforts en faveur de la paix.

Les rapports introductifs ont consacré d'amples développements à la question palestinienne dont les tragiques événements de ces derniers jours ont souligné la gravité. A mon tour, je soulignerai que rien ne doit être fait qui compromette le processus de paix, tandis que tout doit être fait pour que s'engage entre le gouvernement israélien et l'OLP, le dialogue fondé sur la reconnaissance mutuelle qui doit conduire à la coexistence des deux peuples et des deux États, dans la paix, la coopération et la sécurité. C'est ainsi que nous observerions avec inquiétude l'installation des juifs émigrés d'URSS dans les territoires occupés. Nous souhaitons que le gouvernement d'Israël revienne sur son attitude négative, qui a d'ailleurs provoqué l'éclatement de la coalition. Puisse la rencontre d'aujourd'hui par le dialogue direct ou indirect qui s'établit entre Arabes et Israéliens contribuer à plus de clarté, et en définitive plus de chances d'avancées.

Dans ce contexte, et dans la perspective de la nécessaire conférence internationale associant toutes les parties concernées, la France et l'Europe ont le droit et le devoir d'être présentes. Elles appuieront toute nouvelle recherche de dialogue, comme elles l'ont fait à Strasbourg ou à Paris en recevant Yasser Arafat, ou en resserant plus encore les liens fraternels qui nous unissent à nos camarades israéliens, en saluant les efforts inlassables de l'Egypte.

Les événements de ces dernières heures par leur horreur témoignent que l'on ne peut sans risque "gérer l'immobilisme". C'était ainsi qu'il y a deux ans j'avais qualifié la politique de Monsieur Shamir. C'était en tout cas l'impression que j'avais retirée d'un dialogue direct avec lui. La situation a changé; Shimon Peres s'en est fait l'écho.

Aujourd'hui plus que jamais le temps presse. A ceux qui nous prêchent la patience, je dirai que le temps presse parce que des menaces s'accumulent. Ainsi cette dissémination, dont nous avons tout à redouter, des armements les plus destructeurs. Le temps presse parce que le temps qu'on croit gagner pour aborder plus fermement les heures inévitables de la négociation est en définitive du temps perdu.

C'est une nouvelle fois le message qui devrait sortir de ce conseil de l'Internationale Socialiste. Je suis sûr qu'il sera entendu.

Merci.